

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2002 — 2745

[C — 2002/29383]

**17 JUILLET 2002. — Décret portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance,  
en abrégé « O.N.E. » (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Création*

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est institué, sous la dénomination « Office de la Naissance et de l'Enfance », en abrégé « O.N.E. », un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique, ci-après dénommé : « l'Office ».

CHAPITRE II. — *Missions*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. L'Office a pour missions de service public :

1° l'accompagnement de l'enfant dans et en relation avec son milieu familial et son environnement social, dite « Accompagnement »;

2° l'accueil de l'enfant en dehors du milieu familial, dite « Accueil ».

La mission de service public visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, se décline en missions opérationnelles comme suit :

1° l'organisation de consultations prénatales;

2° l'organisation de consultations pour enfants;

3° l'organisation de l'accompagnement à domicile;

4° le suivi des équipes SOS-Enfants conventionnées avec l'Office.

La mission de service public visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, se décline, outre en missions opérationnelles découlant d'autres dispositions légales spécifiques, en missions opérationnelles comme suit : autoriser, agréer, subventionner, créer ou gérer des institutions et services; assurer un accompagnement en aide et conseil des institutions et services et exercer sur eux un contrôle.

Les institutions et services visés à l'alinéa 3 relèvent d'au moins une des catégories suivantes :

1° les milieux subventionnés en application de l'article 3;

2° les milieux agréés et non subventionnés en application de l'article 3;

3° les milieux autorisés en vertu de l'article 6, mais non agréés en application de l'article 3;

4° les milieux organisés par l'Office;

5° les services d'accueil spécialisé;

6° les opérateurs de l'accueil extra-scolaire;

7° les centres de vacances.

§ 2. L'Office a pour missions transversales :

1° le soutien à la parentalité;

2° la promotion de la santé et l'éducation à celle-ci;

3° la promotion de la formation continue des acteurs des politiques de l'enfance;

4° l'accompagnement et l'évaluation du travail des acteurs locaux;

5° l'information des parents et des futurs parents;

6° la réalisation, dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements des données à caractère personnel, de recherches et la constitution d'une documentation dans toutes les disciplines en lien avec ses missions de services publics, le recueil et le traitement des données médico-sociales à caractère personnel relatives à la santé des mères ou des futures mères, des parents et des enfants;

7° l'analyse de la situation, de l'évolution des besoins et des expériences innovantes et, le cas échéant, la formulation de propositions d'initiatives nouvelles.

§ 3. L'Office déclinera ses missions en visant l'efficacité et en respectant les principes d'actions suivants :

1° l'universalité, la non-discrimination et l'accessibilité pour tous;

2° la qualité des services offerts;

3° la bienveillance;

4° la participation des acteurs;

5° l'action en partenariats.

**Art. 3.** Après avis de l'Office, le Gouvernement peut arrêter les conditions auxquelles des institutions et services en matière d'accompagnement et d'accueil peuvent être agréés par l'Office, en privilégiant les projets qui s'inscrivent dans les principes définis à l'article 2, § 3.

Après avis de l'Office, le Gouvernement peut arrêter les conditions et modalités suivant lesquelles l'agrément par l'Office ouvre le droit à l'octroi de subventions.

Les avis de l'Office prévus aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont donnés d'initiative ou à la demande du Gouvernement. Lorsque le Gouvernement sollicite ces avis, ceux-ci sont rendus endéans le mois. A défaut d'avis de l'Office dans le délai visé à l'alinéa 3, le Gouvernement peut arrêter les conditions et les modalités prévues aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

**Art. 4.** L'Office peut, dans les limites fixées par le présent décret et conformément au contrat de gestion visé à l'article 26 et à son règlement organique visé à l'article 14, exercer toutes les activités et faire toutes les opérations, de quelque nature que ce soit, qui se rapportent, en tout ou en partie, à l'accomplissement de ses missions visées à l'article 2 ou qui contribuent à en assurer ou à en faciliter la réalisation.

**Art. 5.** L'Office a pour ressources :

1° les subventions allouées par la Communauté française et par d'autres pouvoirs publics;

2° le produit de la prestation de services ou de la vente de matériel éducatif et d'autres fournitures;

3° le produit de la mise en location ou de la concession du droit d'usage d'un élément du patrimoine de l'Office;

4° tout ou partie des contributions des parents ou des tiers dans le coût des services subventionnés par l'Office. Le Gouvernement arrête les montants de ces contributions et la partie de ces montants revenant à l'Office. Le Gouvernement établit une redistribution des contributions entre les services subventionnés par l'Office suivant les modalités qu'il détermine. Les modalités de perception des contributions sont déterminées par l'Office et soumises à l'approbation du Gouvernement;

5° les récupérations de paiements indus effectués au cours d'un exercice antérieur;

6° les produits financiers des placements de fonds;

7° le produit des souscriptions organisées par l'Office;

8° les dons et legs à l'Office;

9° le patrimoine issu de l'Œuvre nationale de l'enfance;

10° le produit des emprunts contractés par l'Office.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Nul étranger au milieu familial de vie de l'enfant ne peut organiser l'accueil d'enfants de moins de douze ans de manière régulière sans le déclarer préalablement à l'Office et sans se conformer à un code de qualité de l'accueil arrêté par le Gouvernement après avis de l'Office.

L'absence de déclaration préalable à l'Office sera punie d'une amende de septante cents à treize euros.

L'Office délivre une attestation de qualité aux institutions et services qui respectent le code de qualité de l'accueil et se soumettent à la surveillance de l'Office.

L'attestation de qualité est délivrée dans les soixante jours qui suivent la demande introduite conformément aux dispositions prévues par l'Office. L'Office peut retirer l'attestation de qualité lorsque l'institution ou le service ne se soumet plus à sa surveillance ou ne respecte pas le code de qualité de l'accueil. Pris avis de l'Office, lequel est donné endéans le mois, le Gouvernement arrête la procédure à suivre par l'Office dans l'hypothèse d'un refus ou d'un retrait de l'attestation de qualité. L'Office transmet au Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune concernée copie de toute décision relative à une attestation de qualité visant une institution ou un service qui y développe des activités.

§ 2. Nul étranger au milieu familial de vie de l'enfant ne peut accueillir, sauf de manière occasionnelle, des enfants âgés de moins de six ans sans en avoir obtenu l'autorisation préalable de l'Office sur la base des critères qu'il prévoit, tels qu'approuvés par le Gouvernement. Cette autorisation est délivrée dans les soixante jours qui suivent la demande introduite conformément aux dispositions prévues par l'Office. L'Office prend l'avis du Collège des Bourgmestre et Echevins dans le champ des compétences communales. Le Collège des Bourgmestre et Echevins rend son avis dans les trente jours de la réception de cette demande d'avis. A défaut de réponse dans le délai visé, l'avis est réputé positif. L'Office transmet au Collège des Bourgmestre et Echevins concerné copie de sa décision. Cette autorisation peut être refusée ou retirée par l'Office sur la base des critères qu'il prévoit, tels qu'approuvés par le Gouvernement. Quiconque a pris en garde un enfant de moins de six ans en infraction au présent paragraphe sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de un euro à cent vingt-quatre euros ou d'une de ces peines seulement.

§ 3. Le Gouvernement arrête la liste des catégories de services ou institutions, agréés ou reconnus par ou en vertu d'une disposition décrétable ou réglementaire de la Communauté française autre que le présent décret, ou affiliés à une organisation ou fédération agréées ou reconnues par ou en vertu d'une disposition décrétable ou réglementaire de la Communauté française autres que le présent décret, qui ne sont tenus ni à l'obligation de se déclarer préalablement à l'Office, visée au § 1<sup>er</sup>, ni à l'obligation d'obtenir l'autorisation préalable visée au § 2.

Toutefois, les établissements scolaires organisés ou subventionnés par la Communauté française et les organisations d'éducation permanente reconnues en vertu du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs, lorsqu'ils organisent l'accueil d'enfant de moins de douze ans, se déclarent préalablement à l'Office conformément au § 1<sup>er</sup>, mais ne sont pas tenus à l'obligation d'obtenir l'autorisation préalable visée au § 2.

Les services ou institutions visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour ce qui concerne leur conformité au code de qualité de l'accueil, telle que visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, sont soumis à l'accompagnement des services du Gouvernement ou de l'Office, respectivement en charge de l'application desdites dispositions décrétales ou réglementaires, ceux-ci informant l'Office et l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse de la liste des services ou institutions accompagnés.

Les établissements scolaires organisés ou subventionnés par la Communauté française et les organisations d'éducation permanente visés à l'alinéa 2 sont soumis à l'accompagnement des services de l'Office.

Les services ou institutions visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> et les établissements scolaires organisés ou subventionnés par la Communauté française et les organisations d'éducation permanente visés à l'alinéa 2 peuvent recevoir l'attestation de qualité visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, conformément au § 1<sup>er</sup>, alinéas 3 et 4.

§ 4. Les faits érigés en infractions par le présent article peuvent être poursuivis sur plainte de l'Office. Celui-ci agit d'initiative ou à la demande du Gouvernement.

### CHAPITRE III. — Organisation

#### Section 1<sup>re</sup>. — Du Conseil d'Administration et du Collège de la présidence

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. L'Office est géré par un Conseil d'Administration composé de six membres.

Les membres du Conseil d'Administration sont nommés par le Gouvernement sur la base des candidatures déposées conformément à un appel que celui-ci fait publier au *Moniteur belge* et par application de la représentation proportionnelle des groupes politiques reconnus au sein du Conseil de la Communauté française, avec application de la méthode d'Hondt, sans prise en compte du ou desdits groupe(s) politique(s) qui ne respectera(ien)t pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

Le (la) Président(e) du Conseil d'avis, le (la) Président(e) du Conseil scientifique et le (la) Coordinateur(trice) de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse sont invités au Conseil d'Administration.

§ 2. Les Administratrices et les Administrateurs sont nommés en fonction de la complémentarité de leurs compétences dans les matières de l'enfance, particulièrement en lien avec les missions de l'Office, et de la gestion publique, particulièrement dans ses aspects budgétaires et juridiques.

Le Conseil d'Administration est composé de maximum deux tiers de membres du même sexe.

Un tiers du Conseil d'Administration au plus a la qualité de membre du personnel ou de responsable d'un service ou d'une institution visé à l'article 2, un tiers du Conseil d'Administration au plus a la qualité de mandataire politique élu(e) ou nommé(e).

**Art. 8.** Le Conseil d'Administration se réunit au moins dix fois par an.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Les Administratrices et les Administrateurs sont nommés dans les trois mois qui suivent la formation du Gouvernement à la suite du renouvellement du Conseil de la Communauté française. La qualité de membre est incompatible :

- 1° avec la qualité de membre d'un gouvernement, d'un cabinet ministériel ou d'attaché parlementaire;
- 2° avec la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, communautaire, régionale et d'un conseil provincial;
- 3° avec la qualité de gouverneur de province, de Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;
- 4° avec la qualité de membre du personnel de l'Office;
- 5° avec la qualité de membre d'un comité subrégional;
- 6° avec l'exercice d'une fonction de nature à créer un conflit d'intérêt personnel ou fonctionnel, en raison de l'exercice de la fonction ou de la détention d'intérêts dans une société ou une organisation exerçant une activité en concurrence directe avec celle de l'Office;
- 7° avec la qualité de conseiller externe ou de consultant régulier de l'Office, à titre onéreux;
- 8° avec l'appartenance à une association qui ne respecte pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

Si un membre du Conseil d'Administration démissionne, décède ou est révoqué, il est remplacé selon la même procédure que celle qui a présidé à sa nomination. Le remplaçant achève le mandat du membre qui a démissionné, est décédé ou a été révoqué.

§ 2. Le Gouvernement peut, notamment sur la proposition du Conseil d'Administration de l'Office, révoquer le membre du Conseil d'Administration qui :

- 1° a accompli un acte incompatible avec les missions de l'Office telle que définies à l'article 2;
- 2° a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de son mandat;
- 3° n'a pas exercé son mandat, sans motif légitime, notamment en n'étant pas présent plus de trois fois consécutives aux réunions du Conseil d'Administration;
- 4° exerce une activité incompatible, telle que définie au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°;
- 5° viole une disposition de la Charte de l'administrateur public arrêtée par le Gouvernement en vertu du décret relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes d'intérêt public et des entreprises publiques qui dépendent de la Communauté française.

Le Conseil d'Administration de l'Office entend l'intéressé(e) avant qu'il ne propose sa révocation au Gouvernement.

L'intéressé(e) est entendu par le Gouvernement avant qu'il ne soit statué sur sa révocation.

§ 3. Tout membre du Conseil d'Administration frappé d'une incompatibilité telle que définie au § 1<sup>er</sup>, 1° à 7°, est démis de plein droit.

**Art. 10.** Le Gouvernement nomme parmi les Administratrices et les Administrateurs visés à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, un(e) Président(e) et trois Vice-Président(e)s qui appartiennent à des groupes politiques démocratiques différents.

**Art. 11.** Le (la) Président(e) et les Vice-Président(e)s forment le Collège de la présidence.

Le Collège de la présidence rédige l'ordre du jour des séances du Conseil d'Administration conformément aux dispositions prévues dans le règlement organique visé à l'article 14.

En cas d'urgence, le Collège de la présidence est autorisé à réunir les membres du Conseil d'Administration visés à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, afin de prendre toute décision utile. L'urgence est dûment motivée lors de la séance du Conseil d'Administration qui suit la réunion convoquée en urgence par le Collège de la présidence.

Les commissaires du Gouvernement assistent aux réunions convoquées en urgence en vertu de l'alinéa 3.

**Art. 12.** Le Conseil de la Communauté française auditionne les membres du Collège de la présidence dans les trois mois qui suivent leur nomination.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. L'Office transmet au Gouvernement, au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre, un rapport annuel des activités de l'année précédente.

§ 2. Sur la base de ce rapport, le Gouvernement invite les membres du Conseil d'Administration à une réunion d'évaluation de l'action de l'Office.

Le Gouvernement transmet le rapport au Conseil de la Communauté française dans le mois de sa prise d'acte.

§ 3. Sur la base notamment du rapport, le Collège de la présidence rend collégalement et annuellement compte de son action au Conseil de la Communauté française.

**Art. 14.** Le Conseil d'Administration établit un règlement organique qui détermine le mode selon lequel il exerce ses attributions.

Le règlement organique fixe les limites et les formes dans lesquelles le Conseil peut déléguer certaines de ses attributions à son (sa) Président(e), aux Vice-Président(e)s, à l'Administrateur(trice) général(e) et aux comités subrégionaux.

Toutefois, le Conseil d'Administration ne peut déléguer :

- 1° la définition de la politique générale de l'Office;
- 2° l'approbation du contrat de gestion;
- 3° l'approbation du budget et des comptes annuels;
- 4° l'approbation des avis sollicités par le Gouvernement;
- 5° l'approbation des avis rendus d'initiative au Gouvernement;
- 6° toute programmation d'ouvertures de places d'accueil;
- 7° la nomination des membres des comités subrégionaux.

Ce règlement est soumis, préalablement, à l'approbation du Gouvernement, accompagné d'un rapport des commissaires du Gouvernement.

**Art. 15.** Le secrétariat du Conseil est assuré par la personne désignée à cet effet par l'Administrateur(trice) général(e) sous la responsabilité de ce (cette) dernier(ère).

**Art. 16.** Le siège de l'Office est fixé par le Gouvernement.

#### *Section 2. — Formation des Administrateurs et des Administratrices*

**Art. 17.** Dans l'année qui suit la désignation des Administratrices et Administrateurs, des cycles de formation relatifs à l'évolution du statut et de la fonction d'administrateur public au regard des évolutions législatives, sociales, réglementaires et de gestion en la matière est organisé par l'Office.

Le Conseil d'Administration adopte et transmet annuellement au Gouvernement un rapport d'information sur les formations suivies par les Administrateurs(trices).

#### *Section 3. — Comités subrégionaux*

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé six comités subrégionaux, dont la compétence territoriale s'étend respectivement aux provinces du Brabant wallon, du Hainaut, de Liège, de Luxembourg, de Namur, ainsi qu'à la Région bilingue de Bruxelles-Capitale.

§ 2. Chaque comité est composé de neuf membres, nommés par le Conseil d'Administration de l'Office sur proposition des institutions et services actifs dans le champ des missions de l'Office, établis dans le ressort de chaque comité subrégional conformément à un appel public organisé par le Conseil d'Administration. Celui-ci statue, conformément aux règles définies dans son règlement organique, sur chacune des nominations à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

Le Conseil d'Administration veille à ce que parmi les neuf membres de chaque comité subrégional, il y ait au moins :

- a) un représentant d'un pouvoir organisateur de milieux d'accueil;
- b) un représentant d'un pouvoir organisateur de consultation;
- c) un médecin de consultation.

Les membres de chaque comité subrégional sont nommés en fonction de la complémentarité de leurs compétences dans les matières de l'enfance, particulièrement en lien avec les missions de l'Office, et de la gestion publique, particulièrement dans ses aspects budgétaires et juridiques.

Les comités subrégionaux sont composés de maximum deux tiers de membres du même sexe.

§ 3. Le mandat des membres des comités subrégionaux expire trois mois après l'installation du Conseil d'Administration.

§ 4. Chaque comité subrégional élit en son sein un(e) président(e) et trois vice-président(e)s.

**Art. 19.** Les comités subrégionaux établissent leur règlement soumis à l'approbation du Conseil d'Administration. La même procédure est appliquée pour toute modification de règlement des Comités subrégionaux. Ceux-ci exécutent les missions qui leur sont confiées par le Conseil d'Administration dans son règlement organique, dans les conditions que celui-ci détermine.

#### *Section 4. — Conseil scientifique*

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé un Conseil scientifique.

Le Conseil scientifique est composé de maximum dix-huit membres, nommés par le Conseil d'Administration de l'Office après un appel public organisé par celui-ci. Le Conseil d'Administration statue, conformément aux règles définies dans son règlement organique, sur chacune des nominations à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

En outre, les écoles de santé publique de la Communauté française sont représentées chacune par un membre au sein du Conseil scientifique. Un tiers au moins, deux tiers au plus, des membres du Conseil scientifique sont constitués de médecins. Ceux-ci, issus notamment des milieux universitaires, sont choisis en raison de leurs compétences en matière d'accompagnement.

Les membres du Conseil scientifique sont nommés en fonction de la complémentarité de leurs compétences dans les matières de l'enfance, particulièrement en lien avec les missions du Conseil visées à l'article 21.

§ 2. Le Conseil scientifique établit son règlement d'ordre intérieur soumis à l'approbation du Conseil d'Administration.

§ 3. Le Conseil scientifique élit en son sein un(e) président(e) et trois vice-président(e)s.

**Art. 21.** Le Conseil scientifique a pour missions :

- 1° d'étudier les questions soumises par le Conseil d'Administration et d'effectuer les recherches qu'il lui confie;
- 2° de faire au Conseil d'Administration toutes propositions qu'il juge utiles à l'organisation psycho-médico-sociale des projets et services en matière d'accompagnement;
- 3° d'étudier l'adaptation de la mission d'accompagnement aux progrès scientifiques et à l'évolution de la société.

#### *Section 5. — Le Conseil d'avis*

**Art. 22.** Il est créé un Conseil d'avis composé, selon les dispositions arrêtées par le Gouvernement, de :

- 1° représentant(e)s des travailleurs;
- 2° représentant(e)s des employeurs;
- 3° représentant(e)s d'organisations représentatives des femmes ou des familles parmi celles siégeant au Conseil supérieur de l'éducation permanente institué par le décret du 17 mai 1999 créant le Conseil supérieur de l'éducation permanente;
- 4° représentant(e)s d'organisations, à l'exclusion des organisations reprises sous 1°, 2°, 3° et 5° œuvrant dans le secteur de l'enfance;
- 5° représentant(e)s d'organisations actives dans la formation, la recherche ou l'information dans le secteur de l'enfance, à l'exclusion des organisations reprises sous 1°, 2°, 3° et 4°, ayant bénéficié d'un subside à charge des crédits inscrits au budget de la Communauté française ou de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;
- 6° représentant(e)s des observatoires de l'enfance, dont un(e) issu(e) de l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse institué par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juin 1998 relatif à l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse et un(e) issu(e) de l'Observatoire de l'enfant institué par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 24 juillet 1991 portant création de l'Observatoire de l'enfant et fixant les modalités de fonctionnement de l'Observatoire de l'enfant;
- 7° représentant(e)s des écoles de santé publique, siégeant au Conseil scientifique;
- 8° représentant(e)s des comités subrégionaux.

Le Gouvernement désigne les membres du Conseil d'avis, conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, et choisit, sur avis du Conseil d'avis, un(e) président(e) et deux vice-président(e)s.

Le ou la président(e) et les vice-président(e)s sont issu(e)s de trois catégories différentes parmi les catégories 1° à 8° visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Une seule de ces personnes peut provenir des catégories 1° ou 2° visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le Gouvernement approuve le règlement d'ordre intérieur du Conseil d'avis sur proposition de celui-ci.

Ce Conseil a pour mission de donner un avis sur toute question en rapport avec les missions de l'Office telle que définies au Chapitre II.

Les avis sont donnés d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou à celle du Conseil d'Administration. Les avis sont transmis par l'entremise du Conseil d'Administration.

#### CHAPITRE IV. — *Gestion*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Généralités*

**Art. 23.** Les services de l'Office sont dirigés sous l'autorité du Conseil d'Administration par un(e) Administrateur(trice) général(e) désigné(e) par le Gouvernement après avis du Conseil d'avis visé à l'article 22 et du Conseil d'Administration sur les candidatures.

L'Administrateur(trice) général(e) participe avec voix consultative aux réunions du Conseil d'Administration et du Collège de la présidence.

L'Administrateur(trice) général(e) ou, en son absence, la personne désignée par l'Administrateur(trice) général(e) à cet effet, représente l'Office dans les actes judiciaires et extra-judiciaires.

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Les statuts de l'Administrateur(trice) général(e) et sa rémunération sont fixés par le Gouvernement.

§ 2. Le Gouvernement arrête le cadre, le statut, les rémunérations et les indemnités du personnel.

Le personnel est recruté, nommé ou promu conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement.

**Art. 25.** La gestion financière de l'Office est assurée conformément aux dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et les arrêtés d'exécution de ladite loi.

Le Gouvernement approuve le plan comptable, les règles d'évaluation et d'amortissement de l'Office.

Le bénéfice net est le solde du compte de résultats défini par le plan comptable, après dotation aux amortissements et provisions autorisées par le Gouvernement.

Sous réserve d'approbation par le Gouvernement, le Conseil d'Administration affecte le bénéfice net de l'exercice :

1° aux réserves spéciales à concurrence des revenus des fonds ayant reçu une affectation particulière par une donation, un legs ou une fondation;

2° à l'apurement des déficits antérieurs;

3° au report à l'exercice suivant.

Le Gouvernement peut instituer au sein de l'Office un Fonds financé conformément aux dispositions qu'il arrête et permettant l'octroi de subventions affectées.

##### *Section 2. — Du contrat de gestion*

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. L'Office exerce ses missions selon les orientations et modalités définies dans un contrat de gestion conclu entre son Conseil d'Administration, qui aura préalablement statué à la majorité des deux tiers des voix exprimées, et le Gouvernement.

Lors de la négociation et de la conclusion du contrat de gestion, la Communauté française est représentée par le Gouvernement.

Le contrat de gestion est négocié à l'initiative de l'Office.

Par dérogation à l'alinéa 3, le premier contrat de gestion de l'Office est négocié à l'initiative du Gouvernement sur la base d'une proposition rédigée par ce dernier.

A défaut d'accord entre le Gouvernement et l'Office au terme du contrat de gestion, ce dernier continue à produire ses effets de plein droit jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion ou du dispositif prévu à l'alinéa suivant. Cette prorogation est publiée au *Moniteur belge* par le Gouvernement.

A défaut d'accord entre le Gouvernement et l'Office dans les six mois qui suivent la transmission de la proposition de contrat de gestion, le Gouvernement arrête seul les orientations et modalités selon lesquelles l'Office exerce ses missions.

§ 2. Le contrat de gestion est conclu pour une durée se terminant un an après le renouvellement du Conseil de la Communauté française. Il peut être adapté en cours d'exécution de commun accord selon les modalités prévues au § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

§ 3. Le contrat de gestion règle notamment les matières suivantes :

1° les tâches que l'Office assume en vue de l'exécution de ses missions;

2° le cas échéant, les délais de réalisation des tâches visées au 1°;

3° les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre ainsi que les règles de conduite, les engagements et les objectifs à atteindre vis-à-vis des usagers et des acteurs du secteur;

4° les critères et modalités d'évaluation des politiques relevant des missions de l'Office ainsi que le rapport trimestriel de réalisation;

5° la fixation, le calcul et les modalités de paiement des subventions éventuelles à charge du budget général des dépenses de la Communauté française que la Communauté française décide d'affecter à la couverture des charges qui découlent pour l'Office de ses missions, compte tenu des coûts et recettes propres à ces tâches et des conditions d'exploitation imposées par ou en vertu de la loi, ou par le contrat de gestion et, pour ce qui concerne le coût du personnel, de la prise en compte de l'indexation des salaires et de la dérive barémique;

6° les objectifs relatifs à la structure financière de l'Office;

7° le cas échéant, les règles relatives à la répartition des bénéfices nets;

8° la fixation d'un montant, pour ce qui concerne les opérations immobilières soumises à l'autorisation préalable du Gouvernement et, le cas échéant, la fixation d'un délai à l'expiration duquel l'autorisation est supposée être accordée;

9° les cas dans lesquels le Gouvernement obtient la mise à disposition des services de l'Office et la forme de celle-ci;

10° les sanctions en cas de non-respect par l'Office de ses tâches, de ses engagements ou de ses objectifs résultant du contrat de gestion;

11° les conditions de sa révision notamment en raison de cas fortuits ou de cas de force majeure.

§ 4. Toute clause résolutoire expresse dans le contrat de gestion est réputée non écrite.

L'article 1184 du Code civil n'est pas applicable au contrat de gestion. La partie envers laquelle une obligation dans le contrat de gestion n'est pas exécutée ne peut poursuivre que l'exécution de l'obligation, et, le cas échéant, demander des dommages-intérêts sans préjudice de l'application de toute sanction spéciale prévue dans le contrat de gestion.

§ 5. Sans préjudice de l'article 5, les obligations financières générales éventuelles de la Communauté à l'égard de l'entreprise sont limitées à celles qui résultent des dispositions du contrat de gestion.

§ 6. Avant la négociation d'un nouveau contrat de gestion, le contrat de gestion fait l'objet d'une discussion au Conseil de la Communauté française et d'une enquête auprès des usagers et des acteurs du secteur, notamment pour connaître leurs besoins prioritaires.

§ 7. Le contrat de gestion est transmis au Conseil de la Communauté française et publié au *Moniteur belge*.

**Art. 27.** L'exécution du contrat de gestion est évaluée au moins tous les deux ans.

Le Gouvernement peut demander à l'Office de faire procéder à une évaluation externe de l'exécution du contrat de gestion.

#### CHAPITRE V. — Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

**Art. 28.** A l'article 1<sup>er</sup>, B, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots « Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.) » sont insérés à leur place dans l'ordre alphabétique.

**Art. 29.** L'Office reprendra, en ce qui concerne la Communauté française, les droits et obligations de l'Œuvre nationale de l'Enfance lors de la dissolution de celle-ci.

**Art. 30.** Le Gouvernement de la Communauté française affecte à l'Office de la Naissance et de l'Enfance, avec effet au 1<sup>er</sup> février 1987, les membres du personnel de l'Œuvre nationale de l'enfance transférés à la Communauté française aux termes de l'arrêté royal du 28 janvier 1987 transférant les membres du personnel de l'Œuvre nationale. Les personnes ainsi affectées acquièrent la qualité de membre du personnel de l'Office de la Naissance et de l'Enfance dans le respect des dispositions fixées par l'arrêté royal du 17 novembre 1986 réglant le transfert du personnel de l'Œuvre nationale de l'enfance aux Communautés. L'Office de la Naissance et de l'Enfance est tenu au respect des droits que l'arrêté royal du 17 novembre 1986 précité prévoit en faveur de ce personnel.

**Art. 31.** Par dérogation à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les Administratrices et les Administrateurs sont nommés, pour la première fois en application du présent décret, pour le 31 octobre 2002 au plus tard.

Les Administratrices et les Administrateurs en exercice à l'entrée en vigueur du présent décret sont démis d'office le jour de l'entrée en vigueur de la nomination des Administratrices et des Administrateurs visés à l'alinéa premier.

**Art. 32.** Le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance est abrogé à l'exception de l'article 20, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, qui est abrogé le jour de l'entrée en vigueur du décret relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes d'intérêt public et des entreprises publiques qui dépendent de la Communauté française.

**Art. 33.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2002 à l'exception de l'article 18 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> juin 2004 et de l'article 9, § 2, 5°, qui entre en vigueur à la date de l'entrée en vigueur du décret relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes d'intérêt public et des entreprises publiques qui dépendent de la Communauté française.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 juillet 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

—  
Note

(1) *Session 2001-2002.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 307-1. — Amendements de commission, n° 307-2. — Rapport, n° 307-3.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 16 juillet 2002.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 2745

[C — 2002 /29383]

**17 JULI 2002. — Decreet houdende hervorming van de  
« Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. » (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Oprichting*

**Artikel 1.** Onder de benaming « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn), afgekort « O.N.E. », wordt een instelling van openbaar nut, die de rechtspersoonlijkheid heeft, ingesteld, hierna genoemd : de « Dienst ».

HOOFDSTUK II. — *Oprachten*

**Art. 2.** § 1. De Dienst heeft de volgende opdrachten van openbare dienst :

1° de begeleiding van het kind binnen en in zijn verhouding met het familiaal leefmilieu en zijn sociale omgeving, hierna « Begeleiding » genoemd;

2° de opvang van het kind buiten het familiaal leefmilieu, hierna « Opvang » genoemd.

De opdracht van openbare dienst bedoeld in lid 1, 1°, bestaat uit de volgende operationele opdrachten :

1° de organisatie van prenatale consultatiebureaus;

2° de organisatie van consultatiebureaus voor kinderen;

3° de organisatie van de thuisbegeleiding;

4° de begeleiding van de ploegen « SOS - Kinderen » die een overeenkomst met de Dienst hebben ondertekend.

De opdracht van openbare dienst bedoeld in lid 1, 2°, bestaat uit, naast operationele opdrachten voortvloeiend uit andere specifieke wettelijke bepalingen, de volgende operationele opdrachten : instellingen en diensten een vergunning verlenen, die erkennen, subsidiëren, oprichten of beheren; hulp en raad verlenen aan de instellingen en diensten en toezicht op die uitoefenen.

De in lid 3 bedoelde instellingen en diensten behoren tot ten minste één van de volgende categorieën :

1° de instellingen en diensten gesubsidieerd met toepassing van artikel 3;

2° de instellingen en diensten die erkend maar niet gesubsidieerd zijn met toepassing van artikel 3;

3° de instellingen en diensten die krachtens artikel 6 een vergunning hebben bekomen maar die niet erkend zijn met toepassing van artikel 3;

4° de door de Dienst georganiseerde instellingen en diensten;

5° de diensten voor gespecialiseerde opvang;

6° de personen die werkzaam zijn op het gebied van buitenschoolse opvang;

7° de vakantiecentra.

§ 2. De Dienst heeft als transversale opdrachten :

1° de steun voor ouderschap;

2° de gezondheids promotie en -opvoeding;

3° de bevordering van de voortgezette vorming van de personen die werkzaam zijn op het gebied van het kinderbeleid;

4° de begeleiding en de evaluatie van het werk van de personen die op lokaal vlak werkzaam zijn;

5° de voorlichting van ouders en aanstaande ouders;

6° de uitvoering, met inachtneming van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, van opzoekingen, en de verzameling van documentatie op alle gebieden en in verband met zijn opdrachten van openbare dienst, de inwinning en de behandeling van persoonlijke medisch-sociale gegevens betreffende de gezondheid van de moeders of aanstaande moeders, van de ouders en de kinderen;

7° de evaluatie van de toestand, van de evolutie van de behoeften en van de vernieuwende ervaringen en, in voorkomend geval, het voorleggen van voorstellen betreffende nieuwe initiatieven.

§ 3. De Dienst zal zijn opdrachten uitoefenen met het oog op doeltreffendheid en met inachtneming van de volgende handelingsprincipes :

1° de algemeenheid, de niet-discriminatie en de toegankelijkheid voor iedereen;

2° de kwaliteit van de aangeboden diensten;

3° de goede behandeling;

4° de deelneming van de optredende personen;

5° het handelen met partners.

**Art. 3.** Na het advies van de Dienst te hebben ingewonnen, kan de Regering de voorwaarden vaststellen waaronder instellingen en diensten voor begeleiding en opvang door de Dienst kunnen worden erkend, waarbij voorkeur wordt gegeven aan de projecten die in het kader van de in artikel 2, § 3, bepaalde beginselen tot stand worden gebracht.

Na het advies van de Dienst te hebben ingewonnen, kan de Regering de voorwaarden en nadere regels vaststellen volgens welke de erkenning door de Dienst het recht op de toekenning van subsidies kan openen.

De in de leden 1 en 2 bedoelde adviezen van de Dienst worden op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering gegeven. Wanneer de Regering die adviezen aanvraagt, worden die binnen een termijn van één maand uitgebracht.



Wordt het advies door de Dienst niet binnen de in lid 3 bedoelde termijn gegeven, dan kan de Regering de in de leden 1 en 2 bedoelde voorwaarden vaststellen.

**Art. 4.** Binnen de perken vastgesteld bij dit decreet en overeenkomstig het beheerscontract bedoeld in artikel 26 en zijn organiek reglement bedoeld in artikel 14, kan de Dienst alle activiteiten en handelingen, van welke aard ook, uitvoeren, die geheel of gedeeltelijk betrekking hebben op de uitoefening van zijn in artikel 2 bedoelde opdrachten of die ertoe bijdragen de vervulling ervan mogelijk te maken of te vergemakkelijken.

**Art. 5.** De inkomsten van de Dienst zijn :

- 1° de subsidies die door de Franse Gemeenschap en door andere overheidsdiensten worden toegekend;
- 2° de opbrengst van de dienstprestaties of van de verkoop van opvoedingsmaterieel en ander materieel;
- 3° de opbrengst van de verhuring of van de toekenning van het recht om gebruik te maken van een bestanddeel van het patrimonium van de Dienst;
- 4° het geheel of een deel van de bijdragen van de ouders of derden in de kosten van de diensten die door de Dienst worden gesubsidieerd. De Regering stelt de bedragen van die bijdragen en het deel van die bedragen die aan de Dienst toekomen, vast. De Regering bepaalt de herverdeling van de bijdragen over de Diensten die door de Dienst worden gesubsidieerd volgens door haar nader te bepalen regels. De nadere regels voor de inning van de bijdragen worden door de Dienst bepaald en aan de Regering ter goedkeuring voorgelegd;
- 5° de terugvordering van bedragen die ten onrechte werden uitbetaald in de loop van een vorig dienstjaar;
- 6° de financiële opbrengsten van geldbeleggingen;
- 7° de opbrengst van de door de Dienst georganiseerde inschrijvingen;
- 8° de schenkingen en legaten aan de Dienst;
- 9° het patrimonium afkomstig uit het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn;
- 10° de opbrengst van de door de Dienst aangegane leningen.

**Art. 6. § 1.** Geen persoon die niet behoort tot het familiaal leefmilieu van het kind mag de opvang van kinderen die jonger zijn dan twaalf jaar regelmatig organiseren zonder dit vooraf aan de Dienst mee te delen en zonder zich te schikken naar regels in verband met de kwaliteit van de opvang die door de Regering na advies van de Dienst worden vastgesteld.

Het gebrek aan een voorafgaande mededeling aan de Dienst wordt bestraft met een geldboete van zeventig cent tot dertien euro.

De Dienst reikt een kwaliteitsattest uit aan de instellingen en diensten die zich schikken naar de regels in verband met de kwaliteit van de opvang en die zich onderwerpen aan het toezicht van de Dienst.

Het kwaliteitsattest wordt uitgereikt binnen de zestig dagen die volgen op de indiening van de aanvraag overeenkomstig de bepalingen vastgesteld door de Dienst. De Dienst kan het kwaliteitsattest intrekken wanneer de instelling of de dienst zich niet meer aan zijn toezicht onderwerpt of zich niet schikt naar de regels inzake de kwaliteit van de opvang. Na het advies van de Dienst te hebben ingewonnen, dat binnen een termijn van één maand wordt gegeven, stelt de Regering de procedure vast die door de Dienst te volgen is bij afwijzing of intrekking van het kwaliteitsattest. De Dienst zendt aan het College van Burgemeester en Schepenen van de betrokken gemeente een afschrift over van elke beslissing met betrekking tot een kwaliteitsattest in het voordeel van een instelling of een dienst die daar activiteiten uitoefent.

§ 2. Geen persoon die niet tot het familiaal leefmilieu van het kind behoort, mag, behalve bij gelegenheid, kinderen opvangen die minder dan zes jaar oud zijn, zonder de voorafgaande toestemming van de Dienst te hebben bekomen op grond van de criteria die hij bepaalt en die door de Regering worden goedgekeurd. Die toestemming wordt uitgereikt binnen de zestig dagen die volgen op de aanvraag die werd ingediend overeenkomstig de door de Dienst bepaalde regels. De Dienst wint het advies van het College van Burgemeester en Schepenen in binnen het gebied van de gemeentebevoegdheden. Het College van Burgemeester en Schepenen brengt zijn advies uit binnen de dertig dagen na de ontvangst van die adviesaanvraag. Als geen antwoord binnen de bepaalde termijn wordt gegeven, dan wordt het advies als gunstig geacht. De Dienst zendt aan het betrokken College van Burgemeester en Schepenen een afschrift van zijn beslissing over. Die toestemming kan door de Dienst worden geweigerd of ingetrokken op grond van door hem vast te stellen criteria, die door de Regering worden goedgekeurd. Eenieder die een kind dat jonger dan zes jaar is, heeft opgevangen in overtreding van deze paragraaf, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van één euro tot honderd vierentwintig euro of met één van die straffen alleen.

§ 3. De Regering stelt de lijst vast van de categorieën van diensten of instellingen, die erkend zijn door of krachtens een andere decreet- of verordeningsbepaling van de Franse Gemeenschap dan dit decreet, of die aangesloten zijn bij een organisatie of een federatie die erkend zijn door of krachtens een andere decreet- of verordeningsbepaling dan dit decreet, die niet verplicht zijn de voorafgaande mededeling aan de Dienst, bedoeld in lid 1, in te dienen, en de voorafgaande toestemming bedoeld in § 2 te bekomen.

Wanneer de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde schoolinrichtingen en de instellingen voor permanente opvoeding erkend krachtens het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de organisaties voor permanente opvoeding van de volwassenen in het algemeen en aan de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders, de opvang van kinderen die jonger dan 12 jaar zijn, organiseren, delen ze dit vooraf mee aan de Dienst overeenkomstig § 1, maar zijn niet verplicht de voorafgaande toestemming bedoeld in § 2 te bekomen.

De in lid 1 bedoelde diensten of instellingen, voor wat de overeenstemming met de regels inzake kwaliteit van de opvang betreft, zoals bepaald in § 1, lid 1, zijn onderworpen aan de begeleiding door de diensten van de Regering of de Dienst, die respectievelijk belast zijn met de toepassing van die decreet- of verordeningsbepalingen, waarbij deze de Dienst en het Waarnemingscentrum voor het Kind, de Jeugd en de Hulpverlening aan de Jeugd inlichten over de lijst van de begeleide diensten of instellingen.

De door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde schoolinrichtingen en de organisaties voor permanente opvoeding bedoeld in lid 2 zijn onderworpen aan de begeleiding door de diensten van de Dienst.

De diensten of instellingen bedoeld in lid 1 en de schoolinrichtingen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en de organisaties voor permanente opvoeding bedoeld in lid 2 kunnen het kwaliteitsattest bedoeld in § 1, lid 3, bekomen, overeenkomstig § 1, leden 3 en 4.

§ 4. De feiten die door dit artikel als misdrijf worden omschreven, kunnen worden vervolgd op klacht van de Dienst. Deze handelt op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering.

HOOFDSTUK III. — *Organisatie**Afdeling 1.* — De Raad van bestuur en het College van het voorzitterschap

**Art. 7.** § 1. De Dienst wordt bestuurd door een Raad van bestuur die uit zes leden samengesteld is.

De leden van de raad van bestuur worden benoemd door de Regering op grond van de kandidaturen die worden ingediend overeenkomstig een oproep die deze in het *Belgisch Staatsblad* laat bekendmaken en bij toepassing van de evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties die erkend zijn binnen de Raad van de Franse Gemeenschap, met toepassing van de methode van d'Hondt, waarbij geen rekening wordt gehouden met de politieke fracties die de democratische beginselen niet zouden in acht nemen die, inzonderheid, uitgevaardigd zijn in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, onderschatten, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

De voorzitter van de raad van advies, de voorzitter van de wetenschappelijke raad, de coördinator van het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de jeugd worden in de raad van bestuur uitgenodigd.

§ 2. De bestuurders worden benoemd op grond van het aanvullend karakter van hun bevoegdheden in de aangelegenheden betreffende de kinderen, meer bepaald in verband met de opdrachten van de Dienst, en het openbaar beheer, inzonderheid in zijn begrotings- en rechtsaspecten.

De raad van bestuur is samengesteld uit hoogstens twee derde van de leden van hetzelfde geslacht.

Hoogstens één derde van de raad van bestuur heeft de hoedanigheid van personeelslid of van verantwoordelijke van een dienst of een instelling bedoeld in artikel 2; hoogstens één derde van de raad van bestuur heeft de hoedanigheid van verkozen of benoemde politieke mandataris.

**Art. 8.** De raad van bestuur vergadert ten minste tien keer per jaar.

**Art. 9.** § 1. De bestuurders worden benoemd binnen de drie maanden die volgen op de vorming van de Regering ingevolge de vernieuwing van de Raad van de Franse Gemeenschap. De hoedanigheid van lid is onverenigbaar :

1° met de hoedanigheid van lid van een Regering, een ministerieel kabinet, of van parlamentsattaché;

2° met de hoedanigheid van lid van een wetgevende vergadering op Europees, federaal, Gemeenschaps- en Gewestniveau en van een provincieraad;

3° met de hoedanigheid van provinciegouverneur, Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad;

4° met de hoedanigheid van personeelslid van de Dienst;

5° met de hoedanigheid van lid van een subregionaal comité;

6° met de uitoefening van een ambt die een conflict van persoonlijk of functioneel belang kan veroorzaken, ingevolge de uitoefening van het ambt of het feit dat men interessen bezit in een maatschappij of een organisatie die een activiteit uitoefent die in directe concurrentie staat met die van de Dienst;

7° met de hoedanigheid van externe adviseur of regelmatig adviseur van de Dienst, tegen betaling;

8° met het toebehoren tot een vereniging die de democratische beginselen niet in acht neemt die, inzonderheid, uitgevaardigd zijn in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, onderschatten, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

Als een lid van de raad van bestuur aftreedt, overlijdt of wordt ontslagen, wordt het vervangen volgens dezelfde procedure als voor zijn benoeming. De plaatsvervanger voleindigt het mandaat van het lid dat afgetreden, overleden of ontslagen is.

§ 2. De Regering kan, inzonderheid op de voordracht van de raad van bestuur van de Dienst, het lid van de raad van bestuur ontslaan dat :

1° een daad heeft verricht die onverenigbaar is met de opdrachten van de Dienst, zoals die bepaald zijn in artikel 2;

2° een zware tekortkoming of nalatigheid heeft begaan bij de uitoefening van zijn mandaat;

3° zonder wettige reden zijn mandaat niet heeft uitgeoefend, onder meer als het meer dan drie keer opeenvolgend niet aanwezig is geweest bij de vergaderingen van de raad van bestuur;

4° een onverenigbare activiteit, zoals bepaald in § 1, lid 1, 8°, uitoefent;

5° een bepaling schendt van het handvest van de openbare bestuurder dat door de Regering wordt vastgesteld krachtens het decreet betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle op de instellingen van openbaar nut en de overheidsbedrijven die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

De raad van bestuur van de Dienst hoort de betrokkene, voordat hij het ontslag van deze aan de Regering voorstelt.

De betrokkene wordt door de Regering gehoord, voordat over zijn ontslag wordt beslist.

§ 3. Ieder lid van de raad van bestuur dat een onverenigbaarheid zoals bepaald in § 1, 1° tot 7°, vertoont, wordt van rechtswege ontslagen.

**Art. 10.** De Regering benoemt onder de bestuurders bedoeld in artikel 7, § 1, lid 2, een voorzitter en drie ondervoorzitters, die tot verschillende democratische politieke fracties behoren.

**Art. 11.** Het College van het voorzitterschap is samengesteld uit de voorzitter en de ondervoorzitter.

Het College van het voorzitterschap stelt de agenda van de vergaderingen van de raad van bestuur op overeenkomstig de bepalingen bedoeld in het organiek reglement bedoeld in artikel 14.

In dringende gevallen wordt het College van het voorzitterschap ertoe gemachtigd de leden van de raad van bestuur bedoeld in artikel 7, § 1, lid 1, bijeen te roepen, om elke nuttige beslissing te treffen. De dringende noodzakelijkheid wordt behoorlijk gemotiveerd tijdens de vergadering van de raad van bestuur die volgt op de vergadering die dringend door het College van het voorzitterschap werd belegd.

De commissarissen van de Regering wonen de vergaderingen bij die krachtens lid 3 dringend worden belegd.

**Art. 12.** De Raad van de Franse Gemeenschap hoort de leden van het College van het voorzitterschap binnen de drie maanden die volgen op hun benoeming.

**Art. 13.** § 1. Uiterlijk 1 september zendt de Dienst aan de Regering een jaarlijks verslag over de activiteiten van het vorige jaar over.

§ 2. Op grond van dit verslag, nodigt de Regering de leden van de raad van bestuur uit voor een vergadering besteed aan de evaluatie van de actie van de Dienst.

De Regering zendt het verslag aan de Raad van de Franse Gemeenschap over binnen de maand die volgt op zijn akteneming.

§ 3. Inzonderheid op grond van het verslag, geeft het College van het voorzitterschap collegiaal en jaarlijks rekenschap van zijn actie aan de Raad van de Franse Gemeenschap.

**Art. 14.** De raad van bestuur stelt een organiek reglement vast dat de wijze bepaalt waarop hij zijn bevoegdheden uitoefent.

Het organiek reglement bepaalt de perken binnen welke en de vormen waarin de raad sommige bevoegdheden kan delegeren aan zijn voorzitter, de ondervoorzitters, de administrateur-generaal en de subregionale comités.

De raad van bestuur kan echter niet de volgende delegaties uitvoeren :

- 1° de bepaling van het algemeen beleid van de Dienst;
- 2° de goedkeuring van het beheerscontract;
- 3° de goedkeuring van de begroting en de jaarlijkse rekeningen;
- 4° de goedkeuring van de door de Regering aangevraagde adviezen;
- 5° de goedkeuring van de adviezen die op eigen initiatief aan de Regering worden gegeven;
- 6° elke programmering van de opening van opvangplaatsen;
- 7° de benoeming van de leden van de subregionale comités.

Dat reglement wordt vooraf aan de Regering ter goedkeuring voorgelegd, samen met een verslag van de commissarissen van de Regering.

**Art. 15.** Het secretariaat van de raad wordt door de daartoe door de administrateur-generaal aangestelde persoon, onder de verantwoordelijkheid van de administrateur-generaal, waargenomen.

**Art. 16.** De zetel van de Dienst wordt door de Regering vastgesteld.

#### *Afdeling 2. — Opleiding van de bestuurders*

**Art. 17.** In het jaar dat volgt op de aanstelling van de bestuurders, worden opleidingssessies betreffende de evolutie van het statuut en het ambt van openbare bestuurder ten opzichte van de evolutie op wetgevings-, sociaal, verordening- en beheersniveau op dat gebied door de Dienst georganiseerd.

De raad van bestuur keurt elk jaar een informatieverslag goed over de opleiding die door de bestuurders wordt gevolgd, en zendt dit jaarlijks aan de Regering over.

#### *Afdeling 3. — Subregionale comités*

**Art. 18.** § 1. Er worden zes subregionale comités opgericht, waarvan de territoriale bevoegdheid zich respectief tot de provincies Waals Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg, Namen, alsook tot het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad uitstrekt.

§ 2. Elk comité is samengesteld uit negen leden, benoemd door de raad van bestuur van de Dienst op de voordracht van de instellingen en diensten die werkzaam zijn op het gebied van de opdrachten van de Dienst, en die gevestigd zijn in het gebied van elk subregionaal comité overeenkomstig een door de raad van bestuur georganiseerde oproep tot het publiek. Deze beslist, overeenkomstig de regels bepaald in zijn organiek reglement, over elk van de benoemingen met een meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen.

De raad van bestuur zorgt ervoor dat, onder de negen leden van elk subregionaal comité, ten minste de volgende personen aanwezig zijn :

- a) een vertegenwoordiger van een inrichtende macht van opvangvoorzieningen;
- b) een vertegenwoordiger van een inrichtende macht van consultatiebureaus;
- c) een arts van consultatiebureaus.

De leden van elk subregionaal comité worden benoemd op grond van het aanvullend karakter van hun bevoegdheden op het gebied van de aangelegenheden betreffende de kinderen, meer bepaald in verband met de opdrachten van de Dienst, van het openbaar beheer, inzonderheid betreffende de budgettaire en juridische aspecten.

De subregionale comités zijn samengesteld uit ten hoogste twee derde van de leden van hetzelfde geslacht.

§ 3. Het mandaat van de leden van de subregionale comités eindigt drie maanden na de installatie van de raad van bestuur.

§ 4. Elk subregionaal comité kiest uit zijn midden een voorzitter en drie ondervoorzitters.

**Art. 19.** De subregionale comités stellen hun reglement vast dat aan de raad van bestuur ter goedkeuring worden voorgelegd. Dezelfde procedure wordt toegepast voor elke wijziging van het reglement van de subregionale comités. Deze voeren de opdrachten uit die hun door de raad van bestuur in zijn organiek reglement worden toevertrouwd, onder de voorwaarden die deze bepaalt.

#### *Afdeling 4. — Wetenschappelijke raad*

**Art. 20.** § 1. Er wordt een wetenschappelijke raad opgericht.

De wetenschappelijke raad is samengesteld uit maximaal achttien leden, benoemd door de raad van bestuur van de Dienst na een door deze georganiseerde oproep tot het publiek. De raad van bestuur beslist, overeenkomstig de regels bepaald in zijn organiek reglement, over elk van de benoemingen met een meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen.

Bovendien worden de scholen voor volksgezondheid van de Franse Gemeenschap elk door een lid binnen de wetenschappelijke raad vertegenwoordigd.

Ten minste één derde, ten hoogste twee derde, van de leden van de wetenschappelijke raad zijn artsen. Deze, die inzonderheid uit de universitaire kringen afkomstig zijn, worden gekozen op grond van hun bevoegdheden inzake begeleiding.

De leden van de wetenschappelijke raad worden benoemd op grond van het aanvullend karakter van hun bevoegdheden op het gebied van de aangelegenheden betreffende de kinderen, inzonderheid in verband met de opdrachten van de Raad bedoeld in artikel 21.

§ 2. De wetenschappelijke raad stelt zijn huishoudelijk reglement vast dat aan de raad van bestuur ter goedkeuring wordt voorgelegd.

§ 3. De wetenschappelijke raad kiest uit zijn midden een voorzitter en drie ondervoorzitters.

**Art. 21.** De wetenschappelijke raad heeft als opdracht :

1° de vraagstukken te onderzoeken die door de raad van bestuur worden voorgelegd, en de opzoeken te doen die hem door de raad van bestuur werden toevertrouwd;

2° aan de raad van bestuur alle voorstellen te doen die hij nuttig acht voor de psychisch-medisch-sociale organisatie van de projecten en diensten inzake begeleiding;

3° de aanpassing van de begeleidingsopdracht aan de wetenschappelijke vooruitgang en aan de evolutie van de maatschappij te onderzoeken.

#### *Afdeling 5. — De raad van advies*

**Art. 22.** Er wordt een raad van advies opgericht, die, volgens door de Regering vast te stellen bepalingen, samengesteld is uit :

1° vertegenwoordigers van de werknemers;

2° vertegenwoordigers van de werkgevers;

3° vertegenwoordigers van organisaties die vrouwen of gezinnen vertegenwoordigen onder deze die zitting hebben in de Hoge Raad voor Permanente Opvoeding ingesteld bij het decreet van 17 mei 1999 houdende oprichting van de "Conseil supérieur de l'Education permanente" (Hoge Raad voor Permanente Opvoeding van de Franse Gemeenschap);

4° vertegenwoordigers van organisaties, met uitsluiting van de onder 1°, 2°, 3° en 5°, vermelde organisaties, die in de sector van het jonge kind werkzaam zijn;

5° vertegenwoordigers van organisaties die werkzaam zijn op het gebied van vorming, onderzoek of informatie in de sector van het jonge kind, met uitsluiting van de organisaties vermeld onder 1°, 2°, 3° en 4°, die een subsidie hebben ontvangen ten laste van de kredieten uitgetrokken op de begroting van de Franse Gemeenschap of de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

6° vertegenwoordigers van de waarnemingscentra voor het kind, waarvan één afkomstig uit het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd, ingesteld door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 juni 1998 betreffende het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd, en één afkomstig uit het Waarnemingscentrum, ingesteld door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 juli 1991 houdende oprichting van het Waarnemingscentrum voor het Kind en tot vaststelling van de nadere regels voor de werking van het Waarnemingscentrum voor het Kind;

7° vertegenwoordigers van de scholen voor volksgezondheid, die in de wetenschappelijke raad zitting houden;

8° vertegenwoordigers van de subregionale comités.

De Regering stelt de leden van de raad van advies aan, overeenkomstig lid 1, en kiest, op advies van de raad van advies, een voorzitter en twee ondervoorzitters.

De voorzitter en de ondervoorzitters zijn afkomstig uit drie verschillende categorieën onder de categorieën 1° tot 8° bedoeld in lid 1.

Een enkele van die personen kan afkomstig zijn uit de categorieën 1° of 2° bedoeld in lid 1.

De Regering keurt het huishoudelijk reglement van de raad van advies goed op de voordracht van deze.

Die raad heeft als opdracht een advies te geven over elk vraagstuk in verband met de opdrachten van de Dienst zoals bepaald in hoofdstuk II.

De adviezen worden gegeven op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering of van de raad van bestuur. De adviezen worden door toedoen van de raad van bestuur overgezonden.

#### **HOOFDSTUK IV. — Beheer**

##### *Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Art. 23.** De diensten van de Dienst staan, onder het gezag van de raad van bestuur, onder leiding van een administrateur-generaal aangesteld door de Regering na advies van de raad van advies bedoeld in artikel 22 en van de raad van bestuur over de kandidaturen.

De administrateur-generaal woont de vergaderingen van de raad van bestuur en van het college van het voorzitterschap met adviserende stem bij.

De administrateur-generaal, of, bij diens afwezigheid, de persoon die daartoe door de administrateur-generaal aangesteld wordt, vertegenwoordigt de Dienst in de gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen.

**Art. 24.** § 1. De statuten van de administrateur-generaal en zijn bezoldiging worden door de Regering vastgesteld.

§ 2. De Regering stelt de personeelsformatie, het statuut, de bezoldigingen en de vergoedingen van het personeel vast.

Het personeel wordt aangeworven, benoemd of bevorderd overeenkomstig de bepalingen die door de Regering worden vastgesteld.

**Art. 25.** Het financieel beheer van de Dienst wordt gevoerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en van de besluiten ter uitvoering van die wet.

De Regering keurt het rekeningenstelsel, de evaluatie- en afschrijvingsregels van de Dienst.

De nettowinst is het saldo van de resultatenrekening die in het rekeningenstelsel bepaald is, na dotatie aan de door de Regering toegestane afschrijvingen en voorzieningen.

Onder voorbehoud van de goedkeuring door de Regering, bestemt de raad van bestuur de nettowinst van het dienstjaar :

1° voor de bijzondere reserves, in verhouding tot de inkomsten uit de gelden die een speciale bestemming hebben gekregen door een dotatie, een legaat of een stichting;

2° voor de aanzuivering van de vroegere tekorten;

3° voor de overdracht naar het volgende dienstjaar.

De Regering kan, binnen de Dienst, een Fonds instellen dat wordt gefinancierd overeenkomstig de door haar vast te stellen bepalingen en dat de toekenning van subsidies met een speciale bestemming mogelijk maakt.

#### *Afdeling 2. — Het beheerscontract*

**Art. 26.** § 1. De Dienst oefent zijn opdrachten uit volgens de richtlijnen en de nadere regels die bepaald zijn in een beheerscontract dat wordt gesloten tussen zijn raad van bestuur, die vooraf met een meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen zal hebben beslist, en de Regering.

Bij de onderhandeling over en de sluiting van het beheerscontract, wordt de Franse Gemeenschap door de Regering vertegenwoordigd.

Over het beheerscontract wordt op initiatief van de Dienst onderhandeld.

In afwijking van lid 3, wordt over het eerste beheerscontract van de Dienst onderhandeld op initiatief van de Regering op grond van een voorstel dat door deze wordt opgesteld.

Indien geen akkoord tussen de Regering en de Dienst wordt bereikt op het einde van het beheerscontract, blijft dit contract van rechtswege uitwerking hebben tot de inwerkingtreding van een nieuw beheerscontract of van de beschikking bepaald in het volgende lid. Die verlenging wordt door de Regering in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Indien geen akkoord wordt bereikt tussen de Regering en de Dienst binnen de zes maanden die volgen op de verzending van het voorstel tot beheerscontract, stelt de Regering alleen de richtlijnen en nadere regels vast volgens welke de Dienst zijn opdrachten uitoefent.

§ 2. Het beheerscontract wordt gesloten voor een periode die één jaar na de vernieuwing van de Raad van de Franse Gemeenschap eindigt. Het kan in de loop van de uitvoering ervan worden aangepast in onderling overleg volgens de nadere regels bedoeld in § 1, leden 1 en 2.

§ 3. Het beheerscontract regelt onder meer de volgende aangelegenheden :

1° de taken die de Dienst uitoefent ter uitvoering van zijn opdrachten;

2° in voorkomend geval, de termijn voor de uitvoering van de taken bedoeld in 1°;

3° de middelen die aan te wenden zijn om die te bereiken alsook de gedragsregels, de verbintenissen en de doelstellingen die te bereiken zijn ten aanzien van de gebruikers en de personen die werkzaam zijn in deze sector;

4° de criteria en de nadere regels voor de evaluatie van het beleid in verband met de opdrachten van de Dienst alsook het driemaandelijks verslag over de verwezenlijking;

5° de vaststelling, de berekening en de nadere regels voor de betaling van de subsidies die eventueel ten laste zijn van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap en die de Franse Gemeenschap beslist te bestemmen voor het dekken van de lasten die, voor de Dienst, voortvloeien uit zijn opdrachten, rekening houdend met de kosten en ontvangsten die specifiek zijn voor die taken en met de exploitatievoorwaarden die door of krachtens de wet, of door het beheerscontract, worden opgelegd, en, betreffende de personeelskosten, met de indexering van de lonen en met de evolutie van de barema's;

6° de doelstellingen in verband met de financiële structuur van de Dienst;

7° in voorkomend geval, de regels betreffende de verdeling van de nettowinst;

8° de vaststelling van een bedrag, wat de onroerende verrichtingen betreft die onderworpen zijn aan de voorafgaande toestemming van de Regering en, in voorkomend geval, de vaststelling van een termijn waarna de toestemming geacht wordt gegeven te zijn;

9° de gevallen waarin de Regering de terbeschikkingstelling van de diensten van de Dienst krijgt, en de vorm ervan;

10° de sancties, als de Dienst zijn taken, zijn verbintenissen of zijn doelstellingen bepaald in het beheerscontract, niet naleeft;

11° de voorwaarden voor de herziening ervan, inzonderheid als gevolg van toevallige gevallen of overmacht.

§ 4. Elke uitdrukkelijke ontbindende voorwaarde in het beheerscontract wordt voor niet geschreven gehouden.

Artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek is niet van toepassing op het beheerscontract. De partij jegens wie een verbintenis in het beheerscontract niet is uitgevoerd kan slechts de uitvoering van de verbintenis vorderen alsmede, in voorkomend geval, schadevergoeding, onverminderd de toepassing van eventuele bijzondere sancties bepaald in het beheerscontract.

§ 5. Onverminderd artikel 5, zijn de eventuele algemene financiële verplichtingen van de Franse Gemeenschap ten opzichte van het bedrijf beperkt tot deze die voortvloeien uit de bepalingen van het beheerscontract.

§ 6. Voordat over een nieuw beheerscontract wordt onderhandeld, wordt het beheerscontract besproken in de Raad van de Franse Gemeenschap en wordt een onderzoek verricht bij de gebruikers en personen die in de sector werkzaam zijn, inzonderheid om hun prioritaire behoeften te kennen.

§ 7. Het beheerscontract wordt overgezonden naar de Raad van de Franse Gemeenschap en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

**Art. 27.** De uitvoering van het beheerscontract wordt ten minste om de twee jaar geëvalueerd.

De Regering kan de Dienst vragen om een externe evaluatie van de uitvoering van het beheerscontract te laten verrichten.

#### HOOFDSTUK V. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 28.** In artikel 1, B, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, worden de woorden « Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.) » ingevoegd op hun plaats in de alfabetische volgorde.

**Art. 29.** De Dienst neemt, wat de Franse Gemeenschap betreft, de rechten en verplichtingen van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn over na de ontbinding ervan.

**Art. 30.** De Regering van de Franse Gemeenschap wijst voor de « Office de la Naissance et de l'Enfance », met uitwerking op 1 februari 1987, de personeelsleden aan van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn die naar de Franse Gemeenschap werden overgedragen krachtens het koninklijk besluit van 28 januari 1987 waarbij de personeelsleden van het Nationaal Werk werden overgedragen. De aldus aangewezen personen verwerven de hoedanigheid van personeelslid van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » met inachtneming van de bepalingen vastgesteld in het koninklijk besluit van 17 november 1986 waarbij de overgang van de personeelsleden van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn naar de Gemeenschappen wordt geregeld. De « Office de la Naissance et de l'Enfance » moet de rechten in acht nemen die bepaald zijn in het voormelde koninklijk besluit van 17 november 1986 ten gunste van dat personeel.

**Art. 31.** In afwijking van artikel 9, § 1, lid 1, worden de bestuurders, voor de eerste keer bij toepassing van dit decreet, voor uiterlijk 31 oktober 2002 benoemd.

De bestuurders die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet hun ambt bekleden, worden van ambtswege ontslagen de dag waarop de benoeming van de in lid 1 bedoelde bestuurders in werking treedt.

**Art. 32.** Het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » wordt opgeheven, met uitzondering van artikel 20, § 2, lid 1, dat opgeheven wordt op de dag van de inwerkingtreding van het decreet betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle op de instellingen van openbaar nut en de overheidsbedrijven die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

**Art. 33.** Dit decreet treedt in werking op 1 augustus 2002 met uitzondering van artikel 18, dat uitwerking heeft met ingang van 1 juni 2004, en van artikel 9, § 2, 5°, dat in werking treedt op de datum van inwerkingtreding van het decreet betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle op de instellingen van openbaar nut en de overheidsbedrijven die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juli 2002.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang  
en de Optrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 307-1. — Commissieamendementen, nr. 307-2. — Verslag, nr. 307-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 16 juli 2002.